



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Direction régionale de l'environnement  
de l'aménagement et du logement  
de Bourgogne-Franche-Comté  
Unité départementale de Côte d'Or*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**  
**DU 11 OCT 2016...**

PORTANT MISE EN DEMEURE

----

**Société UNALIT**  
**Représentée par SCP Jean-Jacques DESLORIEUX**

----

Communes de SAINT-USAGE (21170)

----

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ  
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1, L.512-20, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 01 septembre 1988 à la société UNALIT sur le territoire de la commune de SAINT-USAGE ;

VU la décision de mise en liquidation judiciaire le 01 octobre 2004, la société UNALIT est dès lors représentée par SCP Jean-Jacques DESLORIEUX ;

VU la reprise de l'activité de fabrication de panneaux de fibres de bois hormis les parcelles cadastrales AK173 et AK175 ;

VU l'absence d'activité sur les parcelles cadastrales AK173 et AK175 depuis la liquidation judiciaire ;

VU l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement susvisé qui dispose :

*« I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.*

*II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :*

*1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;*

*2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;*

*3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;*

4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3, » ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 12 septembre 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que lors de la visite du 07 septembre 2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité ICPE) a constaté que l'exploitant ne respecte par les dispositions suivantes de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement :

- la présence de nombreux déchets ;
- l'absence de mise en sécurité du site ;
- l'absence de surveillance de l'impact du site sur son environnement ;
- l'absence de remise en état correspondant à la proposition d'un usage futur.

**CONSIDÉRANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement susvisé ; ;

**CONSIDÉRANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société UNALIT représentée par SCP Jean-Jacques DESLORIEUX de respecter les prescriptions de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement susvisé ;

**Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture de la Côte d'Or ;**

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 – OBJET**

La société UNALIT représentée par SCP Jean-Jacques DESLORIEUX exploitant une installation de fabrication de panneaux de fibres de bois sise 16 rue du canal sur la commune de SAINT-USAGE (21170) est mise en demeure de respecter les dispositions du II de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement pour les parcelles cadastrales AK173 et AK175 dans **un délai de un mois** à compter de la notification du présent arrêté en :

- procédant à l'**évacuation** de l'ensemble des déchets ;
- interdisant ou limitant d'**accès au site** ;
- supprimant les **risques d'incendie** ;
- **surveillant** les effets de l'installation sur son environnement.

De plus l'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions du III de l'article R512-39-1 du Code de l'Environnement pour les parcelles cadastrales AK173 et AK175 en plaçant ces parcelles dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette **un usage futur** du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3 dans **un délai de trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 – SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 3 – VOIES ET DÉLAIS DE RECOURS**

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON sis 22 rue d'Assas, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

### **ARTICLE 4 – EXÉCUTION**

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or, Mme la Sous-Préfète de BEAUNE, M. le Maire de la commune de SAINT-USAGE, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté et Maître Jean-Jacques DESLORIEUX représentant la société UNALIT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté ;
- M. le Directeur des Archives Départementales ;
- Maître Jean-Jacques DESLORIEUX représentant la société UNALIT;
- M. le Maire de la commune de SAINT-USAGE.

Fait à Dijon le 11 OCT. 2016  
LA PRÉFÈTE  
Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général,

  
Serge BIDEAU